

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 116 (1976)
Heft: 12

Artikel: La menace russe ; ses origines ; ses perspectives
Autor: Schneider, Fernand-Thiébaut
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-650417>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Revue militaire suisse

Fondée en 1856 - Paraît tous les mois

Rédacteur en chef ad intérim: Major EMG M-H. Montfort

Administrateur: Major E. Juvet

Administration et édition:

Association de la Revue militaire suisse, 4, place Pépinet, 1003 Lausanne, Tél. (021) 203151. Chèques post. 10-5209 - **Impression et expédition:** Imprimeries Réunies S.A. 33, avenue de la Gare, Lausanne - **annonces:** Permedia, département de Publicitas S.A. pour la presse périodique. 9-11, rue du Prince, 1211 Genève 8.
Permédia - 6002 Lucerne Hirchmattstrasse. 36 Tél. (041) 23 66 66

TARIF DES ABONNEMENTS: **Suisse** 1 an: Fr. 22.— **Prix du numéro**
Etranger 1 an: Fr. 27.— **Fr. 2.50**

Les abonnements partent du 1^{er} janvier et continuent jusqu'à révocation écrite.
Une durée intermédiaire n'est acceptée que l'année de souscription.

La menace russe - ses origines - ses perspectives

Pour comprendre la Russie d'aujourd'hui, il est bon de procéder à une rétrospective historique, d'évoquer d'abord la grande marche de l'Union Soviétique vers son actuelle puissance mondiale et le rôle de l'armée dans cet immense devenir.

Ensuite, il nous sera plus facile d'apprécier la « menace soviétique » actuelle sous tous ses aspects, ainsi que les obstacles qui s'opposent — sur tous les continents et dans tous les domaines — à la volonté d'expansion des « durs » de Moscou.

I. LE PROGRESSIF DEVENIR D'UNE PUISSANCE MONDIALE

L'Union Soviétique est née en 1917, à un moment crucial de l'histoire de l'Europe et du monde. Face à une Allemagne toute-puissante, l'Entente devait attendre le salut que représentait pour elle l'intervention américaine.

Or, les Etats-Unis n'étaient pas prêts : il fallait donc « durer » à l'Est et à l'Ouest. D'où le rôle primordial de la Russie, qui était encore celle

des tsars. Mais que représentait-elle à l'époque, avant cette révolution qui allait la bouleverser si profondément et, avec elle, le monde entier ?

Elle avait été essentiellement le pays des « occasions manquées ». En effet, au début du XX^e siècle encore, le comte Witte avait, surtout comme ministre des Finances et des Transports, amorcé un véritable « miracle russe », notamment par la mise en valeur de la Sibérie. Mais il fut remercié : il avait déplu à la tsarine...

En 1905, en présence des troubles nés des coups de feu tirés sur les foules qui, sous la direction du prêtre Gapone, avaient voulu exposer au tsar leurs justes revendications, le gouvernement n'avait pas su procéder aux réformes nécessaires.

Des Juifs, sans droits, émigraient nombreux aux Etats-Unis et, très souvent, finançaient, après la Révolution de 1905, celle de 1917, notamment par la filiale de Saint-Pétersbourg d'une banque de Londres.

Sur le plan militaire, le gouvernement de Nicolas II n'avait pas su donner à son armée la puissance qu'attendaient du « rouleau compresseur russe » les puissances occidentales. Il avait commis une faute lourde de conséquences en la privant de son chef, Nicolas Nikolaïevitch. Ce général, hautement capable, avait été relevé de son commandement à l'instigation du starets Raspoutine, dont le couple impérial subissait la néfaste influence.

Or, l'attitude du tsar avait indisposé une certaine élite russe, composée aussi bien de grands-duc que de démocrates sincères. Le 14 janvier 1917, à Saint-Pétersbourg, des hommes des deux milieux se réunirent et décidèrent, dans l'intérêt du pays, la déposition de Nicolas II et son remplacement par le grand-duc Nicolas. Mais ce dernier, pressenti par les conjurés, leur dit : « Je comprends vos sentiments. Mais la main d'un grand-duc ne peut pas s'élever contre l'oint du Seigneur ».

Dans ces conditions, ce fut la révolution de mars qui installa un gouvernement provisoire, sous la direction du comte Lvov, avec — comme ministre des Affaires étrangères — Milioukov, un universitaire antimarxiste, membre du Parti constitutionnel démocrate, homme de confiance de Lord Milner, donc soutenu par la Grande-Bretagne.

Mais ce gouvernement ne dura guère, alors que s'organisaient des réunions de soviets. Le régime Kerensky fut éphémère. Car le peuple réclamait du pain, c'est-à-dire ce que lui avaient promis les bolcheviks, mais non pas Milioukov et Kerensky. C'est alors que s'effectua — par

surprise — le coup de force de Lénine et de Trotsky, au nom d'un parti qui ne comptait que 23 540 inscrits...

Puis ce fut Brest-Litovsk. Le gouvernement de Moscou en profita pour installer à Berlin tout un réseau de subversion. Joffe, son ambassadeur dans la capitale du Reich, y organisa un véritable P.C. révolutionnaire. Il achetait et distribuait — avec la complicité de Liebknecht — des armes aux ouvriers allemands. Tout un matériel de propagande lui arrivait de Russie par la valise diplomatique. Le Dr Oscar Cohn, conseiller juridique de Joffe et président-adjoint du « Parti indépendant social-démocrate », reçut de lui, en novembre 1918, la somme de 8,3 millions de marks en billets. A la même époque, d'anciens agents secrets russes allaient travailler avec les Américains pour appuyer Ebert et Noske contre les spartakistes....

Depuis, le régime soviétique s'est imposé au pays. Il put durer et procéder à des importations de l'extérieur, grâce à son or, d'Allemagne notamment. Il allait d'ailleurs conclure des accords militaires secrets avec le gouvernement de Berlin, pour l'expérimentation des chars en territoire soviétique.

Mais, dans l'ensemble — et abstraction faite de sa temporaire entente avec l'Allemagne hitlérienne pour le partage de la Pologne — l'U.R.S.S. resta une « nation seule » jusqu'en 1941, lorsqu'elle devint l'associée de l'Amérique qui allait faire d'elle « l'autre Grand ». C'était là une mutation historique : l'ancienne « puissance de terre » élevée, par la bienveillance du président Roosevelt, au niveau de « puissance mondiale ».

Et pourtant, entre-temps, la Russie avait subi, sur le plan purement intérieur, une évolution qui pourrait avoir dans le proche avenir des conséquences incalculables : elle avait répandu chez elle la formation universitaire, déclarée accessible à toutes les intelligences. Si bien qu'au lieu des 170 000 diplômés de l'enseignement supérieur de 1917, il y en aura soixante ans plus tard... 7 millions. Et c'est là le talon d'Achille des hommes actuellement au pouvoir à Moscou.

Car ces Russes cultivés réfléchissent, tout comme leurs pairs d'Occident. Fidèles au communisme en principe — du moins pour la plupart d'entre eux — ils réclament maintenant — non sans risque — la nécessité d'un « communisme humain ». Et l'expression de leur pensée nous parvient quotidiennement de l'autre côté du rideau de fer, par cette émouvante littérature « samizdat », parfois éditée en Occident.

Telle est l'évolution générale de l'Union Soviétique depuis sa création. Dans son devenir, l'armée rouge a joué un rôle primordial. C'est elle qui a valu à Staline, en 1945 à Yalta, la reconnaissance de la Russie, par la première puissance de notre temps, comme le « deuxième Grand », face au monde de l'après-guerre.

Il peut donc être utile d'évoquer ici brièvement la naissance et le comportement de l'appareil militaire qui a servi de support à l'Union Soviétique naissante, avant de lui procurer — moins de trente ans plus tard — le rang de puissance mondiale.

II. LES ORIGINES DE L'ARMÉE ROUGE ET SON ÉVOLUTION

Pour bien comprendre le devenir de cette armée — au terme d'une évolution portant sur plus d'un demi-siècle — il convient de le situer dans son contexte historique et d'abord dans celui des débuts de la dictature bolchévique.

Le contexte politique de la reconquête.

Le prince Lvov avait pris le pouvoir — très théoriquement — alors que toute autorité s'effritait, dans une atmosphère de panique. Libéral, il avait proclamé l'indépendance de la Pologne et de la Finlande et admis le droit de tous les peuples slaves du Sud à l'autodétermination. C'étaient là des vœux pieux. Car les Etats cités échappaient à l'autorité du gouvernement. Et il fallait faire face aux nécessités de l'heure.

L'on connaît le reste: Lvov fut débordé par l'aile socialiste. Et Kerensky, à son tour, succomba. Jaloux de l'autorité du général Kornilov, qui avait tenté de rétablir la discipline militaire devant les premiers mouvements révolutionnaires, il l'avait destitué. Et, après le coup d'Etat manqué du chef révoqué, il dut s'enfuir, lors de l'attaque bolchévique de novembre.

Cette Révolution d'octobre — selon la chronologie russe — a produit une réelle mutation politico-stratégique dans la nouvelle Russie. En particulier, elle a fait modifier le rôle de la force armée dans le système politique soviétique, donc les responsabilités des chefs militaires.

En effet, la guerre qu'envisageait Lénine dans le monde, ce n'était plus seulement la lutte pour la sauvegarde de l'intégrité nationale, mais la « guerre sociale ». C'était l'accomplissement de la mission messianique du peuple russe, peuple « élu » de l'évangile marxiste-léniniste.

Cette nouvelle vision du monde marquait la fin d'une politique extérieure basée sur la seule considération des frontières politiques officielles. Même en temps de paix, le Parti, représenté dans chaque pays, exerce désormais son œuvre de désintégration. De ce fait, naît un simple « état d'armistice », qui n'est qu'une absence de guerre, non pas une paix véritable. Ainsi doit se préparer et s'accomplir cette longue évolution qui fatalement conduira, selon les augures orthodoxes, par révolutions successives ou par la conquête légale du pouvoir, au socialisme universel.

Le communisme, en quelque sorte monopolisé par Lénine au bénéfice de l'impérialisme soviétique, devait entraîner la destruction de l'ordre ancien, donc des supports de ce dernier: propriétaires, Eglises et autres institutions et personnalités incarnant l'univers condamné.

L'armée était appelée à incarner la nouvelle doctrine en marche. Un commissaire politique assurait, dans chaque unité, la pureté de la foi communiste, chaque soldat rouge s'identifiant au révolutionnaire marxiste-léniniste.

Par ailleurs, en tant qu'instrument militaire du régime, cette armée avait pour mission « technique » la reconquête du territoire à arracher aux « Blancs » et à leurs amis étrangers.

L'armée rouge dans la reconquête du territoire

Lénine comptait bien promouvoir la révolution mondiale. Mais, dans l'immédiat, il lui fallait bien récupérer les parties de la Russie passées aux mains des ennemis du régime. Il s'agissait là, en fait, de la fraction la plus importante du territoire. C'était une entreprise gigantesque, la mise en œuvre d'une stratégie de grande envergure, à l'aide de nombreuses armées. Et pourtant, elle débuta avec des effectifs très limités, tout en bénéficiant d'ailleurs de certaines circonstances favorables.

La Russie soviétique se présentait d'abord comme une forteresse assiégée, entourée d'ennemis nombreux, souvent très éloignés les uns des autres. Mais ses chefs purent manœuvrer sur lignes intérieures et ce fut là leur salut.

A vrai dire, faute de réserves stratégiques, les Rouges durent successivement prélever des troupes sur les divers fronts eux-mêmes, afin d'agir chaque fois sur la direction d'effort du moment. Remarquable application du principe d'économie des forces, dans laquelle se

distinguèrent des chefs de tout premier ordre, venus des armées du tsar, en particulier Toukhatchevsky. Ils avaient puisé leur savoir dans la stratégie des grands espaces pratiquée par leurs prédecesseurs de l'ancien régime, Souvorov notamment.

Le maréchal Sokolovsky nous a longuement décrit ces opérations dans sa « Stratégie militaire ». Il nous cite des chiffres éloquents pour ces actions des années 1917 à 1922. Par exemple, pour la contre-offensive contre les Polonais, en juillet-août 1920, l'action était menée par 20 divisions — dont 2 de cavalerie — sur un front d'ensemble de 500 km, dont 13 divisions d'infanterie et 2 D.C. appliquées à l'axe d'effort sur une largeur de 140 km, avec une progression de 16 à 18 km par jour. Et la profondeur de la poussée fut de 700 à 750 km au total.

Il s'agissait là vraiment d'une stratégie des grands espaces, avec de larges mouvements d'un front à l'autre. C'étaient des actions massives, profondes, souvent échelonnées sur plusieurs mois.

C'est sans doute de ces opérations de la guerre civile que les responsables militaires soviétiques ont déduit les principes de leur remarquable organisation logistique des arrières. Car, faute d'une telle infrastructure, les armées de la période considérée avaient dû se ravitailler « à l'avant », au moyen de prises sur l'adversaire.

La coordination entre les différents théâtres était d'ailleurs généralement remarquable. Mais c'est à son défaut qu'en 1920 les opérations contre les Polonais échouèrent, selon le maréchal Sokolovsky.

A vrai dire, l'action militaire a bénéficié de divers facteurs favorables. D'abord en la personne de Lénine. Ce dernier avait emporté, lors de son transport vers la Russie, deux ouvrages, *Vom Kriege*, de Clausewitz, et l'étude de Marx sur la Commune française. C'était là ses livres de chevet. Mais surtout, il avait puisé dans l'étude du général prussien la nécessité d'une subordination de l'armée au pouvoir politique, mais aussi l'obligation, pour ce dernier, de tenir constamment compte de la « grammaire de la guerre ».

De ce fait, l'armée rouge a toujours agi en fonction des directives des dirigeants soviétiques, mais ceux-ci lui ont toujours fourni les moyens et l'appui indispensables à la reconquête.

En particulier, le Comité central et le Commissaire à la Défense avaient accompli un effort gigantesque pour la mise sur pied et l'équipement de nombreuses armées.

A l'origine, la nouvelle force, « rempart du pouvoir des Soviets », selon les termes d'un décret de janvier 1918, devait être une « armée des ouvriers et paysans » et comprendre « les éléments les plus conscients des classes laborieuses... les citoyens âgés de plus de 18 ans, proposés par les comités de régiment ou des organisations politiques ou professionnelles. Dans le cas d'unités complètes incorporées dans l'Armée rouge, les soldats devaient se porter garants les uns des autres... ».

Il s'agissait donc de remplacer l'ancienne armée — restée passive pendant la révolution de mars — par une force prolétarienne. Mais cette formule fut bientôt dépassée par les événements, et Trotsky, Commissaire à la Défense, dut introduire, en juin 1918, le service obligatoire. Seize armées révolutionnaires furent alors mises sur pied. Alors qu'au début 1918, il n'existe pas une division régulière, il y en eut près de 80 début 1920. Et un effort comparable avait été accompli pour l'armement, grâce à une reprise en main des usines par les ingénieurs et techniciens, devant l'autorité desquels — communistes ou non — les conseils d'ouvriers durent s'incliner.

Enfin, l'intervention des partisans, assez nombreux — 80 000 en Sibérie, 50 000 en Ukraine, 25 000 en Extrême-Orient — contribua largement au succès de l'armée rouge. Mais tout en dépendant des états-majors militaires, ceux-ci — notamment leur action subversive — étaient mis en œuvre par les instances du Parti. Toutefois, leurs interventions étaient coordonnées avec les offensives des forces régulières. Elles étaient souvent facilitées par l'attitude des « Blancs », qui faisait craindre aux paysans le retour au régime antérieur, c'est-à-dire à la toute-puissance des grands propriétaires fonciers.

C'est l'ensemble de ces forces qui permit la reconquête progressive d'une grande partie de l'ancien territoire des tsars. Ce fut une lutte contre des ennemis divers, sur des fronts éloignés les uns des autres. Le succès fut donc obtenu en des phases successives, géographiquement séparées.

Les phases successives de la reconquête.

Les adversaires étaient essentiellement différents les uns des autres.

Les Etats Baltes, devenus pays indépendants par le traité de Brest-Litovsk, étaient défendus par leurs forces propres, appuyées, après le départ des Allemands, par des corps francs. Victorieux sur leurs territoires, ils durent finalement être reconnus par le gouvernement soviétique,

alors que le général Youdénitch, le chef d'une armée de « Blancs » dans ce secteur, après avoir menacé Pétrograd, fut battu.

La Pologne avait d'abord revendiqué la Biélorussie et l'Ukraine. Mais la remarquable contre-offensive russe avait alors repoussé les forces polonaises et menacé Varsovie même dans une fulgurante progression. C'est le général français Weygand qui rétablit la situation, infligea une sanglante défaite aux Russes, obligés de signer, en mars 1921, le traité de Riga, qui consacre l'indépendance polonaise.

Au Nord, le « *Gouvernement du Nord* » — soutenu par les Britanniques et les Français — connut un commencement d'émeutes dans ses forces. Puis, en 1920, les alliés français, en 1921, les Britanniques, s'embarquèrent.

Sur le Don, les forces rouges battirent les Cosaques de Krassnov à Tsaritsine, avant même la défaite allemande.

En Caucanie du Sud, Kornilov fut pris et fusillé dès 1918, Denikine fut défait en 1919, ainsi que Wrangel. La même année vit les échecs, en *Sibérie*, du baron balte Sternberg, puis celui de l'amiral Koltchak.

Dans l'Est, la reconquête des provinces maritimes et la réoccupation de la rive russe du Pacifique furent obtenues en 1922, ainsi que la soumission du Turkestan. La même année, les Japonais évacuèrent Vladivostok, mais ne rendirent la partie Nord de Sakhaline qu'en 1925, par un accord diplomatique.

Sur le plan politique, l'Ukraine indépendante de l'hetman Skoropadski, les républiques libres de Géorgie, d'Arménie, d'Azerbeïdjan avaient vécu.

La simple énumération de ces divers théâtres donne une idée de l'œuvre accomplie par l'armée rouge, passée de 800 000 hommes, fin 1918, à 5 500 000, lors de l'achèvement de la guerre civile.

Mais qu'est devenue cette gigantesque force après ces quatre années de conflits contre des « Blancs », des Baltes, des Polonais, voire des Français, des Britanniques et même la légion tchèque, ces 40 000 hommes recrutés parmi d'anciens prisonniers ou déserteurs de leurs unités autrichiennes ?

L'armée rouge depuis 1922

A l'origine, nous venons de le constater, l'armée soviétique n'était pas celle d'une nation, mais l'instrument d'un parti. Et, aujourd'hui encore, l'on peut se poser la question si, chez elle, le national l'emporte sur le

communiste. En fait, elle possède les deux caractères. Peut-être est-elle moins « révolutionnaire » qu'à ses débuts. Mais, la dernière guerre l'a prouvé amplement, le sentiment national russe reste intense et, pendant longtemps, il a même conservé un ton agressif. Quant au régime, il s'affirme dans la structure et le fonctionnement des Forces armées rouges, en d'autres termes, dans le rapport entre la « logique » politique et la « grammaire » militaire.

L'impérialisme soviétique marque, depuis 1945 notamment, une sorte de résurgence de celui des tsars les plus ambitieux. Mais la « dictature du prolétariat », théoriquement collective, s'est rétrécie du prolétariat au Parti, de ce dernier aux chefs supérieurs. Elle résidait en un homme, du temps de Staline; elle est encore essentiellement celle de Brejnev et de quelques associés de ce dernier.

L'armée doit donc être étroitement soumise aux dictateurs du moment. Ses chefs ont eu des positions variables vis-à-vis de cette direction. A la veille de la Deuxième Guerre mondiale, ils avaient déplu à Staline. De ce fait, le haut commandement avait été décapité: 3 maréchaux sur 5, 14 généraux sur 16, les 8 amiraux, 60 généraux de Corps d'Armée, sur 67, 136 généraux de division sur 199, 221 généraux de brigade sur 397, 35 000 officiers de grades inférieurs avaient été arrêtés et exécutés. Si bien que, sur le front de Finlande, aucun commandant de régiment ne sortait d'une école; tous étaient venus du rang¹.

Mais pendant la dernière guerre, en dépit du traumatisme subi, l'armée rouge allait s'affirmer. Et ses chefs ont connu, dans l'après-guerre, une audience variable. Actuellement, ils semblent gagner en influence, puisque le nombre des militaires au Comité central est passé, après le XXIV^e Congrès du P.C.U.S., de 15 à 21.

En outre, l'armée soviétique est devenue une force ultra-moderne, équipée notamment en vue de la guerre thermo-nucléaire, mais comptant toujours des formations de type classique continuellement améliorées et qui se présentent sur le front atlantique avec une flagrante supériorité vis-à-vis des forces de l'OTAN. Nous reviendrons, au cours de notre exposé, sur cette surpuissance militaire russe. Mais la menace, pour l'Occident, n'est pas seulement d'ordre militaire. Elle est également politique; elle est fonction aussi des possibilités économiques du pays. Que représente, à ce triple point de vue, l'Union Soviétique du moment?

¹ Cf. Robert Conquest: « *La grande Terreur* », Stock, 1971.

III. L'ACTUEL POTENTIEL POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET MILITAIRE SOVIÉTIQUE

Dans le potentiel politique soviétique il faut considérer notamment le fait idéologique. Car une intense propagande communiste d'inspiration russe — directe ou indirecte, d'ailleurs — crée un peu partout dans le monde un état d'esprit favorable à la subversion. Et cette pénétration de certaines idées-forces, répandues sous forme de slogans, agit sur les masses, les fait vibrer. Ainsi, la condamnation de la guerre du Vietnam, hier encore celle du conflit algérien, ont animé de nombreuses réunions de belles âmes, persuadées qu'en suivant les manifestations et en signant les résolutions sur ces sujets elles servaient la cause de la justice.

De la sorte, dans certains milieux chrétiens, le prétendu « colonialisme » des « pieds noirs » était âprement critiqué et les rapatriés en France ne trouvèrent pas toujours l'accueil mérité. Des prêtres venus d'Algérie ont ainsi eu du mal à trouver une paroisse dans des diocèses métropolitains qui pourtant manquaient de curés. Certes, au contact des réalités, des représentants du secours catholique ont pu mesurer l'étendue des erreurs reçues par eux comme des vérités incontestables, mais le mal était fait et il est général. Et, dans la plupart des cas, les colporteurs inconscients des idées répandues par une certaine propagande n'ont pas la possibilité de déceler la fausseté des « vérités » qui leur sont inculquées.

Celles-ci sont particulièrement répandues dans le monde étudiantin. Non seulement de faux prophètes — tel le professeur Marcuse, qui proclame que seuls les étudiants et les sous-développés sont capables d'opérer une révolution devenue impossible dans un monde ouvrier déformé par la « société de consommation » — prêchent l'action violente à des jeunes contre une société condamnée. Mais des organisations internationales sont téléguidées de Moscou même ou à partir de centrales diverses actionnées — souvent à l'insu de certains de leurs membres — par la propagande soviétique.

C'est ainsi que l'Union Internationale des Etudiants — U.I.E. — est une agence chargée de la coordination, dans le monde entier, de la subversion du milieu étudiant. Fondée en 1946, elle représentait alors toutes les nuances du « progressisme. » Son programme, apparemment généreux, s'adressait à tous les jeunes épris de justice :

- Droit à l'instruction supérieure pour tous,

- Soutien des étudiants des pays dépendants dans leur lutte pour la liberté,
- Aide à tous les jeunes pour la création d'organisations étudiantes « démocratiques et progressistes ».

L'U.I.E. publie un mensuel, *Etudiants du Monde*, rédigé en huit langues. Elle diffuse également des brochures et affiches. Son siège est à Prague et son influence se fait sentir dans de nombreux groupements internationaux: UNESCO, Fédération mondiale des Etudiants chrétiens, Mouvement International des Etudiants pour l'ONU, etc. Elle collabore aussi aux « Festivals Mondiaux de la Jeunesse et des Etudiants », patronnés par la F.M.J.D. (Fédération Mondiale de la Jeunesse démocratique), dont le siège est à Budapest.

Actionnés de la sorte, les étudiants deviennent partout l'avant-garde de la subversion et amorcent des situations révolutionnaires. D'où ces troubles de Bruxelles, de Nanterre, d'Allemagne, du Japon (détournement d'avion), etc.

Il est à signaler qu'une réelle reprise en main des étudiants, par les dirigeants communistes de l'U.I.E., s'opère actuellement. En effet, une fraction des jeunes, actionnée inconsciemment par des orthodoxes du mouvement, n'a pas toujours rempli le rôle que lui imputaient ces derniers.

En fait, le processus d'endoctrination consistait ici à « émouvoir » des excités ou de belles âmes, chargés, dans un premier temps, de créer le désordre. C'est ainsi que Cohn-Bendit et ses associés étaient bien poussés en avant, à Paris. Derrière eux, c'était bien l'U.N.E.F. qui devait prendre ensuite l'affaire en main. En réalité, ils ont tenu la scène et pris la direction de cette insurrection qui a troublé alors Paris et la France. Or, ardents mais absolument inorganisés, ces jeunes révolutionnaires n'ont guère été capables que de fomenter des troubles, mais non pas de saisir le pouvoir. S'ils avaient constitué un mouvement structuré, ils auraient dominé la France, s'ils avaient su bénéficier du court moment de la vacance de l'autorité suprême, intervenue alors.

Toutefois, l'U.N.E.F. — bien organisée, elle — n'a pas pu réaliser ses plans, évincée qu'elle était par l'équipe de Cohn-Bendit, placée au premier rang mais capable seulement de créer « le désordre pour le désordre ». C'est là d'ailleurs le propre de bien des « gauchistes ».

Mais c'est cela que voudrait empêcher l'U.I.E. à l'avenir. A son X^e Congrès, tenu en février 1971 à Bratislava, elle n'a accueilli que des jeunes « sûrs ». Certes, le programme, « la solidarité avec les peuples d'Indochine, du Proche-Orient et d'Amérique latine et leur lutte contre l'agression impérialiste » était engageant pour des contestataires. Il y avait là matière pour les discussions des progressistes de toutes nuances.

Or, l'accès au congrès ne fut permis qu'aux délégués sûrs. En particulier, il fut refusé à ceux de l'« Union nationale des étudiants israéliens », à ceux de l'« Union nationale des étudiants grecs » — car ils relevaient du communisme « intérieur », non reconnu comme orthodoxe à Moscou, où siège un P.C. grec d'obédience soviétique. De même, la « délégation permanente » de l'U.N.E.F., de Paris, ne put être reçue : elle était contestée par l'U.N.E.F.-Renouveau, animée par les communistes.

L'U.I.E. fut saluée par le chef du gouvernement slovaque, M. Colotka, qui souligna le « rôle de l'association dans la lutte pour la paix et le progrès du monde ».

Il y a là un exemple frappant de l'action subversive soviétique et de ses prolongements à l'Ouest. Des faits analogues pourraient être cités dans d'autres milieux, dans le monde syndical, notamment.

Dans tous les cas, c'est là l'action politique la plus dangereuse de l'U.R.S.S. dans les conditions du moment. Car il s'agit ici d'une intervention permanente et difficilement décelable par ceux qui sont les victimes inconscientes d'une certaine intoxication. Et nos gouvernements occidentaux sont mal armés pour combattre ce mal insidieux.

Et pourtant, ce dernier intervient sur tous les continents. Il a failli aboutir à des coups d'Etat et à des gouvernements communistes, notamment il y a peu de temps encore, au Soudan, où le général Nimiery a stigmatisé la subversion soviétique. De même, au Congo-Kinshasa, le président Mobutu a expulsé des diplomates russes en déclarant : « ... Une main étrangère a pensé utiliser les étudiants de l'Université à ses fins... cette mesure (l'expulsion) était nécessaire et si elle paraît sévère à certains, c'est qu'il fallait agir durement pour faire échouer une conspiration. »

Après cette réaction et celles de divers dirigeants du monde arabe, la position soviétique se trouve quelque peu amoindrie dans de nombreux pays d'Afrique et d'Asie.

— Mais, à côté de cette action subversive, *la diplomatie russe agit officiellement*. Elle était très dure pendant de longues années, du moins

dans ses objectifs. En particulier, elle visait à une extension de l'influence soviétique dans le monde entier, en mettant à profit toutes les circonstances favorables. C'est ainsi qu'en *Extrême-Orient* elle avait, dès 1966, intensifié ses contacts, afin d'asseoir sa position sur le continent jaune. Elle avait, de la sorte, joué le médiateur entre le Pakistan et l'Inde. Elle prodiguait alors son aide, même aux pays amis des Etats-Unis, aux Philippines, par exemple. Elle avait d'ailleurs pris des contacts avec Formose. Son but était l'encerclement de la Chine rouge, devenue sa grande ennemie en Asie et elle semblait, ces dernières années, vouloir tout mettre en œuvre pour, le moment venu, pouvoir assurer la relève, sur le continent jaune, d'une Amérique en voie de désengagement.

Le rapprochement entre Pékin et Washington va remettre en cause cette politique d'expansion et d'encerclement. Car il laisse prévoir une profonde mutation du monde actuel, qui, sans doute bientôt, cessera d'être bipolaire et deviendra multipolaire, avec un nouveau « concert des nations », auquel devront participer normalement, à plus ou moins longue échéance, non seulement la Chine, mais aussi le Japon et l'Europe des Six en voie d'extension. Devant cette évolution, qui semble s'ébaucher déjà, la politique russe est devenue très active. M. Gromyko, par exemple, s'est rendu en Inde, afin d'imposer un traité d'amitié à New Delhi. En fait, il n'est pas sûr que cet accord puisse signifier une relance du prestige russe sur le continent jaune, où, actuellement, de nombreux Etats habituellement pro-occidentaux entament — ou du moins tentent d'établir — des relations plus étroites avec la Chine : les Philippines, la Thaïlande, le Japon, l'Indonésie, pourtant si brutalement détachée de l'axe Pékin-Djakarta, après l'éviction de Soekarno. L'Inde même semble vouloir compenser l'accord avec Moscou par un traité de non-recours à la force avec Mao Tsé Toung.

En bref, en dépit d'une diplomatie russe active, la position de Moscou en Asie est en voie de détérioration.

— Elle l'est davantage encore au *Proche-Orient*, comme nous venons de le constater. Et pourtant, la politique soviétique a été ici souvent très libérale. Il avait suffi, lors des premières prises de contact avec le colonel Nasser, de la libération de quelques prisonniers communistes, pour faire réservé au Raïs une accueil chaleureux à Moscou, marqué par une élévation à la dignité de « héros de l'Union Soviétique » et l'obtention d'une aide substantielle.

Depuis, les Etats arabes opposés à Israël ont été réarmés par l'U.R.S.S. Et pourtant le « socialisme arabe » s'affirme comme un progressisme « aussi éloigné du communisme que du capitalisme », suivant les paroles d'un de ses chefs les plus dynamiques. Sans doute, l'action souterraine russe a-t-elle indisposé les gouvernements qu'elle mettait en péril et qui, de toute manière, entendaient n'accepter aucune inféodation à Moscou.

Devant ces réactions, les hommes du Kremlin semblent vouloir faire jouer leur diplomatie des prises de contacts personnels. Le voyage à Alger de M. Kossyguine, par exemple, a été certainement envisagé à cause de l'incertitude devant l'évolution du monde arabe, notamment de la récente « Union ». Celle-ci contient d'ailleurs le risque d'un nouveau conflit avec Israël. Car, pour l'Egypte en particulier, la guerre à l'Etat juif constituerait une sorte de fuite en avant, après les difficultés intérieures éprouvées. Les contacts avec M. Boumedienne permettront-ils à l'U.R.S.S. d'échapper à cette éventualité que Moscou ne désire pas plus que les pays occidentaux ?

La même préoccupation russe laisse entrevoir d'ailleurs la reprise de certaines relations avec Jérusalem. Déjà une délégation de progressistes israéliens a été reçue dans la capitale soviétique, en août dernier. Bref, dans ce secteur, après la spectaculaire percée vers les « mers chaudes », opérée depuis plus de trois ans par l'U.R.S.S., et en dépit d'une présence navale rouge importante dans cette région hier encore dominée par la VI^e Flotte américaine, *la position soviétique est en voie de détérioration au Proche-Orient.*

— *Elle l'est également en Europe*, où le rapprochement sino-américain trouve une incontestable répercussion. La Communauté des Six — qui normalement doit s'imposer même sur le plan politique — inquiète Moscou. Dans le bloc de l'Est même, la Roumanie manifeste une certaine distance vis-à-vis de l'Union Soviétique. Elle a bien fait quelques concessions sur le plan militaire et elle participe plus activement aux réunions de l'Organisation du Pacte de Varsovie. Elle fait partie aussi de la Banque d'investissement du Comecon, mais elle a fait valoir, lors de la dernière assemblée de ce dernier, la thèse du particularisme national. Avec un certain succès, semble-t-il, car le discours de M. Brejnev a alors été relativement modéré.

L'Albanie reste toujours liée à la Chine, et la Yougoslavie poursuit sa réforme pluraliste et libérale, à vrai dire non sans difficultés. Mais M. Brejnev a décidé de se rendre à Belgrade et l'avenir nous dira les conséquences lointaines de cette nouvelle prise de contact, dans le sens de la détente ou, au contraire, dans celui du raidissement.

Quant au voyage à Paris, il semble bien annoncer une certaine concertation franco-soviétique. Les concessions faites à Berlin allaient déjà dans la voie d'un *certain rapprochement avec l'Ouest*.

D'une manière générale, d'ailleurs, le gouvernement de Moscou est entré en négociations avec l'Amérique et les puissances occidentales. Il y a loin, en effet, de Prague à Tbilissi, c'est-à-dire du coup de force — cette fuite en avant des « durs » du Kremlin — à cette ouverture que marquait l'acceptation d'entretiens sur une « réduction mutuelle et équilibrée » des forces stationnées en Europe centrale.

Et cette nouvelle voie du dialogue avec l'Ouest est confirmée par diverses autres propositions, celle de reprendre les conversations SALT en les étendant même aux armes nucléaires offensives, celle de réglementer les déplacements des flottes soviétique et américaine loin de leurs bases.

Bref, constatant sans doute une générale diminution du rayonnement russe dans le monde, *Moscou semble s'engager désormais dans la voie des négociations*. A vrai dire, une certaine opposition intérieure n'est peut-être pas entièrement étrangère à cette incontestable évolution de la politique extérieure russe. Car, parmi les intellectuels, un mécontentement grandissant se manifeste.

En effet, après l'émouvant manifeste de Sakharov — ce magnifique plaidoyer pour une réforme des deux systèmes, capitaliste et communiste — d'autres documents venus de l'Est dénotent une attitude plus violente de certains milieux de l'intelligentsia soviétique. Certes, la plupart de ces écrivains ou hommes de science ne renient pas le socialisme russe. Mais ils s'élèvent contre le régime du moment et ils réclament un « communisme humain ».

Certes, la masse est amorphe et se contente du modeste bien-être que lui procure l'ordre soviétique du moment. Mais une certaine élite se dégage, chez les 7 millions d'intellectuels et de techniciens sortis de l'enseignement supérieur russe. Et, parmi les jeunes, certains, un jour ou l'autre, seront bien appelés à remplacer les chefs assez âgés actuellement

au pouvoir; les adeptes des idées nouvelles, les auteurs de cette littérature samizdat qui nous émeut tant, feront alors entendre leur voix, non étouffée par les séjours forcés dans des camps de travail ou dans les hôpitaux psychiatriques...

Telles sont les raisons qui, à l'intérieur comme dans le bloc de l'Est et dans le reste du monde, sont à l'origine de l'incontestable crépuscule soviétique. Mais l'état actuel de l'économie russe également contribue à cette évolution générale.

— *L'économie soviétique* peut apparaître aux experts occidentaux comme *le talon d'Achille de la puissance russe*.

Certes, il y a des percées spectaculaires, pour l'armement et la navigation spatiale. Le Tu 144, par exemple, est le concurrent du Concorde. En effet, dans un pays totalitaire, il est toujours possible de porter un effort gigantesque sur un projet, une réalisation. Et, en Russie soviétique, le « beurre » a dû souvent s'incliner devant le « canon », d'où cette surpuissance militaire du moment, temporaire à en croire les auteurs du « Programme de Leningrad ». Selon ce document, en effet, l'écart technologique — la grande maladie de l'U.R.S.S. du moment — aurait pour effet, dans un délai de cinq à dix ans, de rendre périmé le potentiel militaire — classique et nucléaire — de Moscou.

La cause de cette déficience — signalée et stigmatisée dans le fameux « rapport Brejnev » — réside en deux faits. D'abord, la recherche soviétique est très limitée, cantonnée dans quelques fabrications de pointe; ensuite, la structure et le fonctionnement du processus de production sont faussés par le dirigisme centralisé à outrance et dominé plus par des hommes de « l'appareil » du Parti, que par les ingénieurs et autres techniciens, qui leur sont étroitement subordonnés.

Le grand économiste tchèque Ota Sik, maintenant réfugié en Suisse, a déclaré dans une conférence, tenue à Munich en juin 1971: « Le communisme, dans sa version actuelle, n'est pas viable; il échouera un jour, car il est dirigé contre les travailleurs... Un dirigisme d'Etat n'a de chances que dans les pays sous-développés où il s'agit avant tout d'un accroissement quantitatif de la production. En Russie, par contre, un accroissement qualitatif de la production n'est possible que dans de rares domaines, tels l'armement, l'industrie lourde et la navigation spatiale. Elle s'opère au détriment d'autres branches, en particulier de l'industrie de biens de consommation ».

Ota Sik, dans ces conditions, s'élève contre la nationalisation des moyens de production, car « elle ne crée qu'un monopole au profit de la bureaucratie ».

A vrai dire, Brejnev — après avoir critiqué l'état actuel dans son rapport — a exigé, au XXIV^e Congrès du P.C.U.S., une modernisation de l'économie russe et une amélioration du niveau de vie de ses concitoyens. Or, les deux objectifs sont-ils compatibles entre eux? Et d'ailleurs est-il pensable qu'un progrès dans le domaine considéré puisse être obtenu avec l'appareil du Parti, sorti renforcé du Congrès?

En fait, Brejnev a lui-même reproché aux « fonctionnaires » du P.C.U.S d'avoir admis les déficiences qu'il a stigmatisées. Et ce sont précisément ces hommes défaillants qu'il entend charger de promouvoir les deux objectifs envisagés, en d'autres termes une intensification de l'armement de toutes catégories et une amélioration de la consommation.

C'est à eux, en effet, qu'il a confié cette réforme de la planification dans le processus de la production, c'est-à-dire de l'application des principes — trop souvent négligés — du professeur Liberman. En d'autres termes, c'est à eux qu'il demande de tenir compte du « profit » et de l'intérêt propre des entreprises. Et c'est à cette fin que leurs attributions ont été accrues.

Or, ces responsables des échecs condamnés auront-ils à la fois la capacité et la volonté d'atteindre les objectifs fixés? Dans ces conditions, la seule constatation valable à tirer du XXIV^e Congrès, c'est qu'après le coup de Prague et l'insurrection polonaise, la position personnelle de Brejnev et celle de l'organisation du Parti ont été renforcées. Or, précisément, ces deux faits rendent plus difficile la maîtrise de l'actuel écart technologique, qui ne pourra être surmonté qu'avec le concours des pays capitalistes. Le traité avec l'Allemagne fédérale et certaines ententes avec l'Ouest vont en ce sens. Et M. Kossyguine avait d'ailleurs précisé au XXIV^e Congrès: « Nous sommes aussi partisans d'une extension de nos relations commerciales avec les pays capitalistes industrialisés. Dans nos rapports économiques avec la Finlande, la France, l'Italie, le Japon, l'Allemagne fédérale et l'Autriche, la tendance aux accords de longue durée se dessine, avec des aspects scientifico-techniques... »

Il résulte de cette attitude que l'économie russe, loin de constituer un défi général pour l'Occident, est plutôt tributaire de ce dernier. Par

contre, l'on signale à juste titre l'immense potentiel militaire soviétique du moment, amélioré de jour en jour.

— *La surpuissance des armements classiques et nucléaires soviétiques est un fait incontestable.* Alors que l'armée américaine ne compte plus que 2 700 000 hommes, celle de l'Union Soviétique a été portée de 3 150 000 hommes à 3 375 000, selon les dernières données de l'Institut d'Etudes Stratégiques de Londres.

La supériorité des forces du Pacte de Varsovie sur celles du front atlantique s'est accentuée. Par exemple, elles disposent de trois fois plus de chars (21 700, contre seulement 7 750) et elles mettent en ligne 2 500 avions tactiques de plus que l'OTAN.

La Marine soviétique est devenue la première du monde par son caractère moderne et elle est sur le point de dépasser celle des USA dans sensiblement tous les domaines, sauf pour les porte-avions, dont le rôle est très discuté et qui seraient, éventuellement, de belles cibles pour les engins russes. Les navires soviétiques sillonnent les océans. Par exemple, alors qu'aucun d'eux n'apparaissait jadis sur l'océan Indien, l'on y signale actuellement couramment la présence d'une vingtaine d'unités de surface rouges et d'un nombre inconnu de sous-marins.

Mourmansk est la première base navale du monde, d'où 160 submersibles rayonnent continuellement vers l'Atlantique et les côtes norvégiennes. Le « Canal des cinq mers » — en voie d'achèvement — permet le passage de la plupart des navires russes de la Baltique et de la mer Blanche vers la mer Noire et la mer d'Azov et donc vers la Méditerranée.

Dans le domaine des armes nucléaires, 1510 I.C.B.M. s'opposent désormais à 1054 américains et le nombre des SS 9 — si dangereux pour les installations de lancement Minuteman — a été porté à 280. Dans l'immédiat, les engins lancés de sous-marins sont encore en supériorité du côté américain (656 contre 440), mais l'égalité sera atteinte ici dans quatre ans, par les Russes, selon les prévisions des experts.

Théoriquement, l'Union Soviétique serait en mesure de se battre sur deux fronts, avec cependant l'impossibilité de « tenir » une partie importante de la Chine, où ses armées seraient exposées à une immense guérilla qu'il lui serait impossible d'éliminer.

Mais les chiffres ne sont pas toute la vérité. Car bien des incertitudes pèsent sur l'issue d'une guerre contre l'Ouest. D'abord, l'incertitude intérieure. Car l'opposition compliquerait la tâche des dirigeants russes.

Il y aurait aussi les doutes sur la « fiabilité » des satellites. Et puis, l'inconnue des ripostes, américaines notamment. Déjà, il faut admettre que les engins USA munis de MIRV-s seront capables de traverser le rideau anti-missiles rouge, moins efficace que le système *Saveguard* en construction. Et puis, les sous-marins américains pourront toujours atteindre le territoire soviétique au-dessus duquel les satellites des Etats-Unis scrutent le sol. Ils ont maintenant la possibilité de faire leurs observations à travers les couches de glace de Sibérie et même de déceler des organisations souterraines. Les renseignements parviennent par la double voie de la télévision et du film largué au bout d'un parachute, lors d'un passage de l'engin au-dessus du territoire américain. Le satellite de télécommunication « *Compass Link* » permet de faire parvenir au président des USA une photographie aérienne en quelques minutes.

Le laser américain améliore ses performances et l'on attend toujours de lui une action efficace contre les chars et les missiles. En outre, il y a tous ces projets secrets, tel le système *ULMS*, qui permettra d'atteindre impunément des positions de lancement sous-marines de n'importe quel point du territoire russe.

Dans ces conditions, même la surpuissance militaire soviétique n'offre pas aux hommes de Moscou, en cas de guerre-surprise, une perspective de victoire certaine. Et c'est sans doute ce fait, joint aux difficultés économiques et à une certaine détérioration du rayonnement politique et idéologique russe sur tous les continents, qui a conduit le « dur » Brejnev... de Prague à Tbilissi, à l'instant même où d'ailleurs le rapprochement sino-américain annonçait la fin probable, dans un proche avenir, d'un monde dominé par la dyarchie des actuels super-Grands.

* * *

L'étude de la menace russe pose des problèmes complexes dont nous n'avons pu évoquer que quelques aspects essentiels. Nous avons constaté, toutefois, l'incontestable surpuissance militaire — « la plus grande accumulation de moyens jamais réalisée », selon une déclaration du commandant interallié en Europe, et qui permettrait aux hommes du Kremlin de déclencher un nouveau « coup de Prague », aux dimensions apocalyptiques.

Théoriquement du moins... Car ne serait-ce pas là — par le jeu des répliques nucléaires successives — la fin de l'Empire soviétique ? Ce serait

malheureusement, dans un premier temps, la submersion partielle ou totale de l'Europe encore libre, freinée seulement par le développement progressif de « l'escalade » occidentale.

A vrai dire, tout pronostic précis est ici difficile. Et notamment, parce que nous ne connaissons pas exactement l'effet possible des moyens américains de détection et de réplique. Et c'est d'ailleurs cette incertitude — qui existe davantage encore chez les Soviétiques — qui constitue l'un des éléments essentiels de notre sécurité.

Et puis, il y a cette « fiabilité » douteuse de satellites, plus exactement des peuples soumis à des chefs qu'ils n'ont pas librement appelés au pouvoir. Il y a celle des minorités nationales, actuellement contenues par les « durs » de Moscou.

Dans ces conditions, une agression contre l'Ouest ne pourrait être qu'une sorte de fuite en avant de la part des hommes au pouvoir jouant leur va-tout. Cette éventualité n'est pas à exclure. Il ne faut jamais oublier, en effet, que la guerre est un phénomène essentiellement irrationnel.

Une grande vigilance s'impose donc aux alliés occidentaux et aux nations de l'Europe libre. Et, toutefois, il est un fait primordial: conscients du déclin de leur position politique dans un monde en mutation, les Russes se sont engagés dans la voie des négociations.

Les conversations engagées par Moscou, avec l'Amérique, avec les nations atlantiques; celles des « Quatre »; celles qui sont prévues pour la sécurité européenne, sont peut-être une possibilité, pour l'URSS, de sortir d'une sorte d'impasse.

Or, il importe que ces entretiens aboutissent à des résultats concrets, à des solutions acceptables de part et d'autre. Si des succès étaient obtenus ici, ce seraient là autant de contributions notables à la détente, aussi souhaitable pour les hommes de Moscou que pour l'Occident.

La parole est donc largement aux diplomates. Leur tâche sera d'ailleurs facilitée par les difficultés rencontrées par l'Union Soviétique dans de nombreux domaines. Dans celui de l'économie surtout. Car, sous peine de voir s'accentuer encore leur actuel écart technologique, les Russes sont acculés à une entente avec le monde capitaliste.

Toutefois, la négociation ne sera vraiment efficace que si — en maintenant leurs armées et engins à un niveau suffisant — les Occidentaux sont en mesure de disposer d'un potentiel militaire leur permettant de traiter en position de force.

Mais le principal danger ne réside pas dans la menace militaire. Il réside — nous l'avons constaté — dans ce virus de la subversion semé à travers le monde. Il s'est introduit chez nos étudiants et lycéens, chez nos professeurs et nos pasteurs. Et il subsisterait même si — dans le monde multipolaire en gestation — les actuels dirigeants soviétiques étaient éliminés ou tout simplement renonçaient à leur volonté de puissance.

Car déjà la mauvaise semence a porté ses fruits vénéneux. Et c'est à ceux-ci que doit s'appliquer désormais par priorité notre vigilance. L'ennemi est non seulement en face: il est chez nous et en nous. Et c'est donc là que se situe essentiellement, pour chacun d'entre nous, son devoir d'homme, de citoyen et de soldat.

Colonel Fernand-Thiébaut SCHNEIDER

